

EMC Seconde – Thème 4

Protection des citoyens et libertés

L'État a pour mission d'assurer la sécurité de sa population. Cependant, certaines mesures mises en place pour lutter contre le terrorisme sont accusées de limiter les droits des individus.

» La protection des citoyens préserve-t-elle ou menace-t-elle leurs libertés ?

1 La lutte contre le terrorisme: chronologie

1986

Loi qui définit le terrorisme, contre lequel elle prévoit des juges et des dispositifs particuliers (gardes à vue plus longues, condamnation de l'apologie du terrorisme...).

1991

Loi qui autorise les écoutes des communications téléphoniques, mais uniquement dans des circonstances exceptionnelles.

1995

Instauration du plan Vigipirate, qui prévoit différents niveaux de vigilance et des mesures comme la surveillance renforcée de lieux publics.

2001

Loi relative à la sécurité quotidienne, qui facilite les fouilles et les contrôles d'identité.

2015

- Loi sur le renseignement, qui autorise dans certains cas les écoutes et la collecte de données privées (par exemple auprès des fournisseurs d'accès Internet).
- Mise en place de l'état d'urgence qui autorise des mesures exceptionnelles (interdiction de réunions ou assignations à résidence, par exemple).

2017

Loi sur la sécurité intérieure, qui remplace l'état d'urgence. Elle facilite notamment les contrôles aux frontières ou la surveillance de personnes suspectées de terrorisme.

2 La vidéosurveillance pour renforcer la sécurité ?



La Promenade des Anglais à Nice en janvier 2012.



Écrans de contrôle de la Préfecture de police de Paris.

3 Manifester, un droit menacé ?

« D'après des chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur à Amnesty international¹, les préfets ont eu recours à leurs pouvoirs d'urgence pour signer 155 arrêtés interdisant des cortèges, des réunions et des manifestations entre le 14 novembre 2015 et le 5 mai 2017. Quelque 639 mesures restreignant le droit de circuler ont été prises "explicitement" pour "empêcher des personnes de participer à des manifestations", notamment contre la loi Travail, ou encore à l'occasion de la COP-21 de décembre 2015. "Les mesures d'urgence ont été prises pour restreindre des droits", les autorités invoquant notamment "l'argument du manque d'effectifs policiers", remarque Marco Perolini, un chercheur d'Amnesty [...].

Selon l'ONG, policiers et gendarmes se sont par ailleurs rendus coupables de "violations des droits humains" lors du maintien de l'ordre de rassemblements publics. Un grand nombre de violences "excessives, disproportionnées et arbitraires" ont été commises par les forces de l'ordre contre les manifestants, affirme Nicolas Krameyer, responsable du pôle liberté chez Amnesty France. »

« L'état d'urgence est "dévoqué" selon Amnesty International », www.ouest-france.fr, 31 mai 2017.

¹ Amnesty International est une ONG qui milite pour la défense des droits humains.



4 Internet sous contrôle ?

Manifestation contre la loi Renseignement, 8 juin 2015.



5 La prévention en débat

Dessin de Lacombe, 2018.

La rétention de sûreté consiste à maintenir en détention un individu ayant terminé sa peine mais étant toujours considéré comme dangereux. Elle ne concerne que les criminels, mais certaines personnes veulent l'étendre aux individus condamnés pour des projets terroristes.

NOTIONS

État de droit : État dont la puissance est limitée par le droit, c'est-à-dire par la Constitution et les lois.

ONG : organisation non gouvernementale qui agit pour une cause, (environnement, santé, lutte contre la pauvreté, etc.) généralement à l'échelle internationale.

Questions

- 1 Comment expliquer que les lois concernant le terrorisme soient aussi nombreuses ? (doc. 1)
- 2 À votre avis, quels sont les avantages de la vidéosurveillance et les problèmes qu'elle peut poser ? (doc. 2)
- 3 Quels droits sont menacés par l'état d'urgence d'après l'ONG Amnesty ? (doc. 3)
- 4 À quel slogan de 2015 cette manifestante fait-elle référence ? Expliquez son message. (doc. 4)
- 5 Pour quelle raison la rétention de sûreté est-elle parfois décidée ? Quel problème son utilisation peut-elle poser ? (doc. 5)
- 6 En quelques lignes, citez les principaux moyens utilisés pour renforcer la sécurité en France, puis expliquez pourquoi ils peuvent aussi être considérés comme des atteintes à la liberté des citoyens.